

## TUNISIE, LE SILENCE N'EST PAS D'OR

Par Pascal Boniface / Directeur de l'IRIS

La situation en Tunisie est à la fois dramatique, profondément tendue et volatile. Il est impossible d'en deviner l'issue dont les deux scénarios extrêmes, mais pas les plus probables, seraient le renversement du régime Ben Ali ou un bain de sang pour écraser cette révolte populaire. On peut en tous les cas penser que plus rien ne sera comme avant dans ce pays. Quelles que soient les politiques de carottes et de bâton que le régime mènera, la jeunesse, et plus largement l'opinion, se sont fait entendre et ne se tairont plus.

Ben Ali a évité à la Tunisie une dérive dangereuse à la fin du régime Bourguiba. Il a contribué à moderniser le pays, à en assurer le développement économique, à faire émerger une classe moyenne et à offrir une éducation de bon niveau à la majeure partie de sa population. Mais il s'est au fur et à mesure replié sur lui-même, n'acceptant plus la critique, et a confondu la réalité et sa propre propagande.

Le développement économique permettait d'obtenir l'acceptation de la population aux restrictions des libertés publiques. Se présentant comme un rempart contre l'islamisme, il obtenait le soutien de tous les pays occidentaux, plus sourcilleux du respect des droits de l'homme dans d'autres circonstances. (Il n'a pas échappé à des tendances structurelles qui ne concernent pas que la Tunisie.) En l'absence d'opposition, et avec la concentration du pouvoir autour d'un homme et de ses proches, un régime n'est plus en mesure de s'adapter, il se coupe des réalités. Celles-ci finissent toujours par se venger. Une population éduquée dans un monde globalisé ne peut accepter durablement les privations aux libertés. Elle le sera d'autant moins s'il y a une dégradation de la situation économique qui va rendre inadmissible ce que l'on supportait auparavant.

Si Ben Ali a été un rempart efficace contre l'islamisme, il ne l'est plus aujourd'hui, bien au contraire. L'immobilisme politique, l'absence de tout débat public créent un espace pour l'islamisme. La corruption qui se développe et qui profite à une petite minorité de proches va dans le même sens.

Le silence de la plupart des responsables politiques français pose problème. Certes la France n'a pas à se comporter en donneur de leçons. L'époque où les pays occidentaux se voulaient l'arbitre des élégances en distribuant les bons et les mauvais points est révolue. Mais entre les réflexes néocolonialistes et le silence qui peut s'apparenter à un consentement, il y a un espace. La répression a déjà fait plusieurs dizaines de morts, il n'est pas possible de ne pas en tenir compte.

De la Côte d'ivoire à l'Iran, sans parler de l'Afghanistan, les responsables politiques français n'ont pas peur de s'exprimer, et souvent très fortement, sur des événements qui se déroulent à l'étranger. Pourquoi faire une telle différence pour la Tunisie ? Si nous ne faisons pas preuve d'un minimum de solidarité avec la jeunesse tunisienne, elle pourra considérer que nous l'avons trahie à un moment clé de l'histoire du pays. Et cela ne sert ni la Tunisie, ni la France.■

**OBSERVATOIRE DES MUTATIONS POLITIQUES DANS LE MONDE ARABE**

*Dirigé par Béliq Nablî, directeur de recherche à l'IRIS*

nabli@iris-france.org

**© IRIS**

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

iris@iris-france.org

[www.iris-france.org](http://www.iris-france.org)